

**Impact cumulatif de la législation basée sur les  
risques pour les produits phytosanitaires en Europe**

**steward redqueen**

## Résumé

La viabilité de l'agriculture européenne est actuellement sous pression. En conséquence de la progression de l'UE vers des législations basées sur les risques, plusieurs substances phytosanitaires utilisées dans l'UE sont en péril. Tandis qu'aucune décision définitive quant au retrait de substances actives n'a encore été prise, des recherches antérieures ont identifié quelque 75 substances susceptibles d'être retirées sur le total des 400 substances actuellement disponibles.

Cela signifierait pour plusieurs cultures de base ainsi que pour certaines cultures spécialisées l'absence de méthode alternative sur le marché pour traiter certains organismes nuisibles, maladies ou adventices communs spécifiques. Dans le cadre de la lutte intégrée contre les organismes nuisibles, la diversité des substances disponibles est essentielle pour faire face à la pression immédiate des ravageurs et prévenir les effets de résistance à long terme. A l'avenir, les substances retirées risquent de ne pas être facilement remplacées. Il y a deux raisons à cela : premièrement, le développement de nouveaux ingrédients actifs jusqu'à leur introduction sur le marché nécessite environ 11 ans et coûte plus de 280 millions d'euros<sup>1</sup>. Deuxièmement, le nombre de produits en attente d'approbation pour une mise sur le marché européen se réduit également du fait de l'augmentation des coûts et du temps nécessaires à la recherche et au développement (i.e. 70 substances en attente en 2000, 28 en 2012)<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, l'étude vise à apporter un nouvel éclairage concernant la valeur actuelle des 75 substances pour l'agriculture européenne. Elle se concentre sur 7 cultures de base au niveau de l'UE et sur 24 cultures spécialisées dans 9 États membres. Au total, cela représente 49 % (en termes de valeur)<sup>3</sup>. Les différentes cultures sont étudiées en elles-mêmes. Les effets potentiels sur l'utilisation de produits phytosanitaires des rotations de cultures spécifiques (ou de tout changement significatif dans les rotations) n'ont pas été pris en considération. L'analyse se base sur le niveau moyen sur cinq ans de la productivité et des coûts (2009-2013), afin d'établir une moyenne des variations annuelles :

- L'équipe se base largement sur la liste des risques de 87 substances rédigée par Andersons<sup>4</sup> avec comme source clé les données du DEFRA. 12 substances ont été retirées, puisqu'elles sont conformes à une réglementation britannique spécifique ou à faible risque, ce qui pourrait probablement amener à des conclusions au niveau de l'UE ;
- Nous avons étudié les neuf plus grands marchés agricoles européens (qui représentent 62% de la valeur des cultures de base de l'UE<sup>5</sup>) et avons extrapolé ces effets au niveau communautaire ;

---

<sup>1</sup> Phillips McDougall, Agrochemical Research and development: The Costs of New Product Discovery, Development and Registration, 2016

<sup>2</sup> Phillips McDougall, R&D trends for chemical crop protection products, Sept 2013

<sup>3</sup> La valeur totale de la production végétale européenne représente 204 milliards d'euros, FOASTAT

<sup>4</sup> « The Effect of the Loss of Plant Protection Products on UK Agriculture and Horticulture and the Wider Economy », The Andersons Centre supported by AIC, NFU, CPA; 2014. L'Andersons Centre s'appuie également sur les commentaires du rapport de l'ADAS intitulé « The Impact of Changing Pesticides Availability on Horticulture », daté de 2010. La méthodologie et la liste de substances de cette étude correspondent aux analyses précédentes.

<sup>5</sup> Les cultures de base comprennent : blé, orge, maïs, colza oléagineux, pommes de terre, sucre, betterave sucrière et vigne. Les cultures spécialisées comprennent : blé dur, carottes, pommes, féveroles, houblon, oignons, brassicacées, champignons, riz, tomates (en extérieur et sous serre), poires, pêches/nectarines, soja, noisettes, olives, bulbes de tulipes, pommiers, poivrons, cassis, agrumes, cerises, tournesol et pois pour des pays choisis.

- Dans les neuf pays étudiés, les cultures concernées vont d'un minimum de 25% aux Pays-Bas à un maximum de 70% en France de la valeur de la production végétale nationale ;
- La sélection des cultures incluses dans le champ de l'étude repose sur la pertinence de diverses cultures et sur la disponibilité des données pour les pays couverts ;
- Nous utilisons les meilleures bases de données nationales et européennes disponibles en matière de production végétale, de coûts et de structures (par ex. : EUROSTAT, FAOstat, RICA, WAR, Teagasc, DEFRA).

L'étude se concentre sur les effets immédiats pour les rendements selon les études de l'Université et du Centre de recherche de Wageningen (WUR) de 2008 et d'Andersons. Les effets attendus sur le long terme (résistance) sont indiqués séparément.

### Résultats clés

1. L'utilisation des 75 substances identifiées pour la production de 7 cultures de base clés dans l'UE (pommes de terre, orge, blé, betteraves sucrières, colza, maïs et vigne) contribue à 98 millions de tonnes ou à 17 milliards d'euros en termes de valeur de la culture :
  - L'orge, le blé, le colza et le maïs pourraient subir des baisses de 10 à 20% des rendements, tandis que ces réductions pourraient aller jusqu'à 30-40% pour les pommes de terre et les betteraves sucrières. Les rendements de la vigne pourraient diminuer de 20% ;
  - A la vitesse actuelle des progrès technologiques, il faudrait 15 à 20 ans pour compenser cette perte<sup>6</sup> ;
  - Des rendements plus élevés et des coûts de production moins importants pour ces cultures permettent d'améliorer le revenu des agriculteurs de 17 milliards d'euros (c'est-à-dire 14 milliards d'euros de recettes supplémentaires, 3 milliards d'euros de coûts en moins) ;
  - La rentabilité globale des exploitations agricoles est 40% plus élevée avec les 75 substances (17 milliards d'euros sur un total de 44 milliards d'euros)<sup>7</sup> ;
  - En termes de valeur, le blé est le premier bénéficiaire, avec 4 milliards d'euros, tandis que c'est la betterave sucrière qui montre la plus forte hausse de rentabilité (+100%) ;
  - Les 7 cultures de base sont liées à 1,2 millions d'emplois directs, parmi lesquels 30% sont confrontés à un risque moyen ou élevé de suppression du fait des marges relativement « étroites » pour ces cultures.
2. Les 75 substances sont essentielles pour la viabilité économique des 24 cultures spécialisées étudiées :
  - les rendements vont de 40 à 100%, pour un total de 12 millions de tonnes<sup>8</sup> ;

<sup>6</sup> « The technology challenge », FAO, High Level Expert Forum, 2009

<sup>7</sup> Rentabilité basée sur l'évolution des marges brutes. La marge brute est définie comme la différence entre le total des recettes et le total des coûts variables. Le choix de faire rapport sur les marges brutes a été fait en raison de la disponibilité des données : tandis que les sources officielles concernant les coûts variables dans divers pays offrent des estimations dans la même fourchette, les informations relatives aux coûts fixes manquent de cohérence.

<sup>8</sup> Blé dur, carottes, pommes, féveroles, houblon, oignons, brassicacées, champignons, riz, tomates (en extérieur et sous serre), poires, pêches/nectarines, soja, noisettes, olives, bulbes de tulipes, pommiers, poivrons, cassis, agrumes, cerises, tournesol et pois pour des pays choisis.

- Le nombre de produits phytosanitaires disponibles pour de nombreuses cultures spécialisées est déjà limité et il s'agit du facteur clé des pertes potentielles élevées de rendements ;
  - Ces 24 cultures spécialisées sont liées à 300 000 emplois directs, dont presque 60% risquent fortement de disparaître du fait de pertes importantes de marges.
3. Au vu du niveau actuel de la demande végétale, les 75 substances soutiennent l'auto-suffisance de l'UE en blé, en orge, en pommes de terre et en betteraves sucrières, tout en limitant les importations de colza et de maïs :
- Par contraste avec la situation actuelle de balance commerciale positive, en l'absence de ces substances, l'UE dépendrait probablement des importations à raison de plus de 20% de sa demande en cultures de base ;
  - Le fait de répondre à la demande avec des cultures importées présente le risque de commercialiser des cultures produites selon des normes non-européennes sur le marché de l'UE ;
  - La réponse à la demande en cultures spécialisées semble encore plus difficile, étant donné qu'elles ne sont pas toujours disponibles en quantités suffisantes à l'importation ;
  - 9 millions d'hectares de terres agricoles supplémentaires pourraient devoir être intégrés pour nourrir l'Europe. Cela revient à la moitié du total de la surface agricole utile du Royaume-Uni<sup>9</sup> ;
  - Cela augmenterait les émissions de carbone d'une quantité allant jusqu'à 49 millions de tonnes équ. CO<sub>2</sub> (c'est-à-dire 10% de l'agriculture européenne, 1% de l'UE, volume similaire au total des émissions du Danemark<sup>10</sup> ou au double des émissions de l'aviation internationale en Allemagne<sup>11</sup>), ce qui mettrait en péril les objectifs de la législation européenne en matière de CO<sub>2</sub> ;<sup>12</sup>
  - En termes monétaires, cela pourrait signifier des émissions supplémentaires équivalentes à 500 millions d'euros<sup>13</sup>.
4. Les cultures méditerranéennes analysées bénéficient de l'utilisation des 75 substances actives car elles sont victimes d'une vaste gamme d'organismes nuisibles et de maladies. De plus, la plupart d'entre elles sont des cultures mineures qui ne disposent actuellement que d'un nombre limité de substances actives enregistrées :
- Sur le court terme, les rendements des vignes diminueront de 20% (-22% en France, - 13% en Espagne, -20% en Autriche et même -30% en Italie).
  - L'UE est actuellement auto-suffisante en raisin. La perte des 75 substances actives impliquera pour l'UE la nécessité d'importer quelque 4 Mt de raisin en provenance de pays tiers ;
  - Les rendements devraient diminuer de 92% pour les carottes, de 60% pour les pommes, de 65% pour les poires, de 40% pour les olives, de 36% pour les tomates, de 36% pour les agrumes et de 15% pour les cerises.
5. L'approvisionnement local de petite dimension touchera également les chaînes de valeur de l'UE au travers de coûts plus élevés et de la disparition d'emplois :

<sup>9</sup> La surface agricole utile totale au Royaume-Uni était de 17 326 990 ha en 2013, Eurostat

<sup>10</sup> Le total des émissions de gaz à effet de serre du Danemark (y compris l'aviation internationale et en excluant les activités LULUCF) en 2013 était de 57,1 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, Eurostat

<sup>11</sup> Les émissions de gaz à effet de serre allemandes liées à l'aviation internationale en 2013 étaient de 25,7 millions de tonnes équ. CO<sub>2</sub>, Eurostat

<sup>12</sup> L'agriculture représentait 10% du total des émissions européennes en 2012, c'est-à-dire 4683 millions de tonnes, Eurostat

<sup>13</sup> 10€ par tonne, moyenne pour 2009-2013 des prix SCEQE

- Les transformateurs primaires de produits végétaux dans l'UE pourraient rencontrer des difficultés d'approvisionnement, par exemple si la production de tomates n'était plus viable au niveau local, les perspectives à long terme pour les transformateurs seraient incertaines ;
- Les effets sont susceptibles d'avoir des retombées jusqu'au bout de la chaîne de valeur, c'est-à-dire jusqu'au consommateur, et pourraient en outre avoir un impact sur les partenaires commerciaux de l'UE.